

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/IDN/11

30 avril 1998

(98-1749)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées par le JAPON¹ concernant la notification de mise à jour de l'INDONESIE²

Le Secrétariat a reçu le 23 avril 1998 la notification ci-après de la Mission permanente de l'Indonésie.

Question 1 Etat de l'Instruction présidentielle n° 2/1996

En abrogeant le Décret présidentiel n° 42/1996 qui concernait la production à l'étranger de voitures nationales, le Décret présidentiel n° 20/1988 dispose dans son article 2 que "l'Instruction présidentielle n° 2/1996 ... devient caduque". Veuillez préciser la différence entre les mots "caduc" et "abrogé". Veuillez aussi préciser pourquoi l'abrogation du Décret présidentiel n° 42/1996 entraîne automatiquement une situation où l'Instruction présidentielle n° 2/1996 devient "caduque".

Réponse

"Caduc" signifie "qui n'est plus d'application". L'Instruction présidentielle n° 2/1996 ayant été déclarée "caduque" est désormais sans effet. C'est ce que confirme le Mémoire en 50-points sur la politique économique et financière signé par le Président de la République de l'Indonésie et le Directeur général du Fonds monétaire international. Sous le point 13 du Mémoire, il est dit: "le gouvernement a également décidé de mettre fin immédiatement à tout privilège fiscal, douanier ou financier accordé en vue de la production de la voiture nationale.

Question 2 Expiration du programme en faveur de PT Timor

i) Traitement appliqué aux automobiles importées dans le cadre du Programme de juin 1996

Veuillez préciser si PT Timor sera obligé d'acquitter, lors du dédouanement des "Timor" construites en Corée qui sont arrivées en Indonésie mais n'ont pas encore passé le contrôle douanier, les droits de douane à l'importation et taxes sur les ventes de produits de luxe. D'après les renseignements que possède le Japon, la position de l'Indonésie sur cette question n'a pas toujours été cohérente, et le Japon souhaiterait obtenir une réponse ferme et définitive.

¹G/SCM/Q2/IDN/10.

²G/SCM/N/16/IDN/Suppl.1.

Si PT Timor n'est pas obligé d'acquitter les droits de douane et taxes sur les ventes de produits de luxe pour ces automobiles, veuillez préciser sur quelle base juridique ce traitement lui est appliqué, en dépit du fait que le Décret présidentiel n° 42/1996 a déjà été abrogé.

Réponse

Le gouvernement indonésien ne peut pas faire abstraction des incidences négatives considérables de l'abrogation du programme de production de la voiture nationale, annoncée le 21 janvier 1998. C'est pourquoi il fera une exception en faveur des voitures nationales expédiées vers l'Indonésie dans le cadre de la politique mise en place en 1996, non encore dédouanées, qui seront exemptées des droits d'importation et de la taxe sur les produits de luxe. Il s'agit d'une mesure transitoire, limitée et ponctuelle qui doit permettre à TPN de s'adapter au brusque remaniement de la politique. Ce remaniement a été en grande partie rendu nécessaire par la gravité imprévue de la crise financière que traverse l'Indonésie. Les voitures importées en attente de dédouanement étaient au nombre de 10 965 au 2 février 1998.

ii) **Traitement appliqué aux automobiles produites dans le cadre du Programme de février 1996**

Veuillez préciser si les automobiles déjà assemblées en Indonésie dans le cadre du Programme de février bénéficieront d'une exonération des droits à l'importation et taxes sur les produits de luxe.

Si la réponse est affirmative, veuillez préciser sur quelle base juridique ce traitement leur est appliqué, en dépit du fait que l'Instruction présidentielle n° 2/1996 a été déclarée caduque.

Réponse

Pour les raisons indiquées dans la réponse à la question 2 i), les voitures qui avaient été assemblées en Indonésie dans le cadre du programme de février 1996 avant le 2 février 1998 (au nombre de 342) bénéficieront de l'exemption du droit d'importation et de la taxe sur les produits de luxe.

Ces privilèges ne s'appliqueront pas aux voitures assemblées en Indonésie après le 2 février 1998, date à laquelle la nouvelle politique annoncée le 21 janvier 1998 est entrée en vigueur.

iii) **Conséquences pour les avantages déjà conférés à PT Timor**

Le Japon croit comprendre que PT Timor ne s'est pas conformé aux prescriptions requises dans le cadre du Programme de juin 1996 ni aux prescriptions relatives à la première année requises dans le cadre du Programme de février 1996. Veuillez préciser si le gouvernement indonésien exigera que PT Timor restitue les avantages lui ayant déjà été conférés.

Réponse

Comme il est dit dans la réponse à la question 2 i), la gravité imprévue de la crise financière a obligé les autorités à mettre fin immédiatement aux avantages fiscaux et douaniers accordés à la société de production de la voiture nationale. Cette mesure représente pour TPN une charge financière aussi lourde qu'inattendue. Devant l'ampleur de cette charge, le gouvernement a décidé de ne pas demander à TPN de restituer les avantages qui lui avaient été conférés.
